

Réflexions sur Octobre et son contexte

Jacques Sapir

Directeur d'études à l'EHESS

CEMI-EHESS

Octobre 2017

Le centenaire de la Révolution d'Octobre suscite une série de commémorations. Certaines sont élogieuses, de nombreuses écrivent ce que l'on peut appeler la « légende noire » de ces événements, mais fort peu semblent concerner par une véritable intelligence de ce qui s'est passé en Russie. Il est d'ailleurs frappant de constater que peu nombreux sont ceux qui citent les auteurs passés, comme si pris dans une vague de jeunisme, seul existaient les travaux présents¹. Pourtant, les révolutions russes, et il convient d'utiliser le pluriel car on fut confronté à une multiplicité d'événements révolutionnaires dont les origines furent par ailleurs diverses, ont indiscutablement marqué le monde, et continuent à orienter nos imaginaires. La vision mythifiée d'Octobre continue de surplomber nos représentations.

L'histoire complète de ces révolutions reste à écrire, et elle implique un talent d'historien tout comme un talent d'économiste et de sociologue que les tenants de la micro-histoire, aussi brillants qu'ils soient, ne possèdent pas. Il ne saurait être question, en ces quelques pages, de retracer avec exhaustivité ces événements. On se contentera de chercher pourquoi ces événements sont-ils survenus, quelle fut la part entre le hasard, le pragmatisme et l'idéologie dans le comportement des vainqueurs, autrement dit les bolchéviques, et quels furent les liens qui les rattachèrent à d'autres expériences, que ce soit celle de la guerre de 1914-1918 ou celle de l'Allemagne. On verra ainsi se dessiner un nouveau visage de la révolution, plus complexe, moins facile à réduire à un mythe, qu'il soit rouge ou noir, que ce soit celui de l'émancipation des travailleurs ou celui de la famine de 1931-1935 et du goulag, moins susceptible enfin de simplifications souvent hasardeuses².

¹ On consultera donc Bettelheim C., *Les luttes de classes en URSS - 1e période 1917-1923*, Paris, Le Seuil/Maspero, 1974 ; Carr, E.H., *The Bolshevik Revolution 1917-1923*, Londres, Macmillan, 1950-1953. Idem, *1917 Before and After*, London: Macmillan, 1969 ; Ferro M., *La Revolution de 1917 (2 vol.)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1967-1976.

² Voir Lewin M., *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1987.

I. La Russie de 1914 : un terreau fertile pour les révolutionnaires

Il convient de revenir, pour commencer, sur l'état de la Russie en 1914. Il est connu, par les travaux de nombreux historiens, que le modèle de développement mis en œuvre en Russie de 1880 à 1914³ avait abouti à une transformation significative de l'économie et à une forte croissance. Cette dernière a permis à la Russie d'avoir un PIB égal à celui de la France en 1913, et un PIB largement supérieur à celui de l'Empire Austro-Hongrois⁴. Dans la décomposition du revenu national par origine, on constate cependant que l'agriculture représente 51%, l'industrie 21%, la construction 17%, les transports 6% et le commerce 5%. Par ailleurs, l'autoconsommation reste importante, ce qui tend à minorer les chiffres qui ne mesurent que ce qui est vendu⁵. L'importance relative du développement des activités industrielles est ici à remarquer. Il y avait environ 700 000 ouvriers dans les années 1860 ; ils seront plus de 1,4 millions en 1890 et près de 3 millions en 1913. L'usine Poutilov de Saint-Petersbourg emploie ainsi plus de 15 000 travailleurs sur un même site⁶. Mais, à l'autre extrémité de l'échelle, on compte aussi de nombreuses entreprises de moins de 50 ouvriers, sans oublier les travailleurs semi-artisans, qui travaillent en sous-traitants pour une entreprise « donneur d'ordres », les *Koustarii*. Une des caractéristiques de ce modèle de développement est d'avoir poussé les antagonismes aux extrêmes.

Le rôle de la politique économique

Ce modèle de croissance est, en un sens, l'œuvre des Ministres des finances qui se sont succédés depuis la fin du XIX^e siècle, de Mendeleïev à Witte. Ces ministres qui se sont donc succédés ont développé une stratégie économique pour la Russie qui s'est appuyée sur un fort protectionnisme (depuis le tarif Mendeleïev de 1891) mais qui a été rationalisée et étendue par Sergei Yu. Witte⁷. Ce dernier, s'appuyant sur la nationalisation des chemins de fers russes, avait notamment mis en place des tarifs différenciés suivant que les marchandises allaient d'est en ouest (exportations) ou

³ Pour une analyse de ce dernier, A. Gerschenkron, "Economic Backwardness in historical perspective", in A. Gerschenkron, *Historical Backwardness in Historical Perspective - A book of essays*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1962. T.H. Von Laue, *Sergeï Witte and the Industrialization of Russia*, Columbia University Press, NY, 1963 ; idem, "The State and the economy", in C.E. Black (ed.), *The transformation of the Russian society since 1861*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1960. K.C. Talheim, "Russia's economic development", in G. Katkov, E. Oberländer, N. Poppe et G. von Rauch, (edits.), *Russia enters the Twentieth Century*, Temple Smith, Londres, 1971. R. Portal, "The industrialization of Russia" in J. Habakkuk et M. Postan (edits.), *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. VI, part. II, Cambridge University Press, Cambridge, 1966.

⁴ Gregory P., *Russian National Income, 1985-1913*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, ⁵ Idem, p. 73.

⁶ Voir Marie J-J., *Le Dimanche Rouge*, Paris, Larousse, 2008

⁷ T.H. Von Laue, *Sergeï Witte and the Industrialization of Russia*, op.cit..

d'ouest en est (importations), cas dans lequel le coût kilométrique payés pour le fret était le double. Il avait aussi décidé le Tsar de l'adoption du Rouble-Or et le taux de change avait été fixé assez bas afin d'attirer les investissements étrangers en Russie. Tout cela montre que l'on est bien en présence d'un projet relativement cohérent dont l'inspiration protectionniste (et les thèses de F. List eurent un rôle important) est indéniable. Cette politique a donné des résultats remarquables en matière de croissance et a aussi conduit à une hausse significative de l'investissement net (soit les amortissements déduits). Cet investissement atteint 13,5% du produit national net au début du XX^{ème} siècle. Mais, il convient de remarquer que ce modèle été marqué par une forte emprise de l'État sur l'activité économique⁸, soit directement à travers l'action des entreprises publiques et le budget de la défense⁹, soit indirectement par le biais de la politique monétaire¹⁰ et fiscale¹¹.

Ce modèle s'est donc caractérisé par une croissance très forte de 1885 jusqu'à la guerre Russo-Japonaise de 1904-1905¹². Cette croissance a cependant recouvert un certain nombre de déséquilibres et elle s'est largement faite au détriment du monde rural, sur lequel pesa un poids fiscal considérable¹³, L'abolition du servage¹⁴ a entraîné l'émergence d'une pénurie de terres aux mains des paysans désormais « libres »¹⁵. Les terres restent largement entre les mains de la noblesse et du clergé, voire – dans un certain nombre de cas – d'entrepreneurs agraires qui peuvent obtenir des financements bancaires et qui sont souvent liés à des entreprises étrangères d'exportation des grains. L'ancestrale commune rurale cependant se réinventera durant ces années¹⁶, mais l'extrême pauvreté d'une masse de paysans perdurera¹⁷.

⁸ B.V. Anan'itch, "the economic policy of the tsarist government and enterprise in Russia from the end of the nineteenth century through the beginning of the twentieth century", in F.V. Cartensen (ed.), *Entrepreneurship in the Imperial Russia and the Soviet Union*, Princeton University Press, Princeton, 1983.

⁹ Stepanov, V. L., « Statist Industrialization and Economic Autarky » in *Russian Studies in History*. Vol. 47. No. 3, 2009.

¹⁰ O. Crisp, "Russian financial Policy and the Gold Standard at the end of the nineteenth century", in *Economic History Review*, vol. VI, n°2, 1953, décembre.

¹¹ Ce qui conduit un opposant à la politique de S. Witte à parler de "socialisme d'État" ; voir E. Tsyon, *Les finances russes et l'épargne française*, Calmann-Levy, Paris, 1885.

¹² P.I. Lyachtchenko, *Istorija Narodnogo Hozjajstva SSSR*, Gospolitizdat, Moscou, Vol.2, 1950. P.R. Gregory, *Russian National Income 1885-1913*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

¹³ T.H. Von Laue, *Sergeï Witte and the Industrialization of Russia*, op. cit.

¹⁴ Montlibert de, C., (2014), *L'émancipation des serfs de Russie - L'année 1861 dans la Russie impériale*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique ; Moon, D. (2001), *The Abolition of Serfdom in Russia*, Harlow, Pearson Education Limited.

¹⁵ Gorshkov, Boris B. (2006) "Serfs, Emancipation of" in *Encyclopedia of Europe, 1789–1914*. John Merriman and Jay Winter, eds. in chief, (2006), *Encyclopedia of Europe, 1789–1914*, New York, Charles Scribner's Sons ; Mironov, B., (1996) "When and Why was the Russian Peasantry Emancipated?" in Bush M.L., (Ed.), (1996), Bush M.L., (Ed.), (1996) *Serfdom and Slavery: Studies in Legal Bondage* Ed. London, Longman, pp. 323–347

¹⁶ Atkinson D., (1983), *The end of the Russian land commune : 1905-1930*, Stanford University Press, Stanford.

¹⁷ Shanin T., *The Akward Class. Political Sociology of Peasantry in a developping society : Russia 1910-1925*, Oxford University Press, Oxford, 1972

Les insuffisances du système bancaire et les contradictions qu'elles révèlent

Il faut alors constater que le système bancaire fut toujours en deçà des besoins de financement du développement industriel, en partie en raison du niveau de l'épargne, mais aussi en partie du fait de l'instabilité intrinsèque d'un secteur où l'on rencontrait des banques de nature très différente¹⁸. Cette insuffisance du système financier par rapport aux besoins du développement est l'une des raisons qui expliquent le rôle important pris par l'Etat dans le modèle de développement économique. La combinaison d'importantes banques de dépôts, avec une structure de société par actions et souvent reliées à de grands établissements bancaires étrangers, et de petites banques qui sont souvent l'émanation d'entreprises industrielles auxquelles elles apportent par ailleurs un financement, n'a pas contribué à la stabilité du système bancaire.

Tableau 1 (a)
Structure du système bancaire russe avant 1914

	Nombre en 1900	Nombre en 1914	Capital en 1900 (millions de roubles)	Capital en 1914 (millions de roubles)
Banques en société par actions	42 (et 274 filiales)	50 (et 778 filiales)	282,6	836,5
Sociétés de crédit	117	1108	168,3	869,0
Banques municipales	241	319	97,2	180,0
Total	400	1477	548,1	1885,5

Source: Ju. A Petrov, "Kreditnaja Sistema - A. Bankovskij kredit" in Institut Rossijskoj istorii - Rossijskaja Akademija Nauk, *Rossija 1913 god, Statistiko-dokumental'nyj spravotchnik*, BLITs, Saint-Petersbourg, 1995, p. 159.

Tableau 1 (b)
Structure moyenne du système bancaire russe avant 1914

	En pourcentage du nombre de banques en 1900	En pourcentage du nombre de banques en 1914	En pourcentage du capital en 1900	En pourcentage du capital en 1914
Banques en société par actions	10,5%	3,4%	51,5%	44,4%
Sociétés de crédit	29,2%	75,0%	30,7%	46,1%
Banques municipales	60,3%	21,6%	17,8%	9,5%
Total	100%	100%	100%	100%

Source: Ju. A Petrov, "Kreditnaja Sistema - A. Bankovskij kredit" in Institut Rossijskoj istorii - Rossijskaja Akademija Nauk, *Rossija 1913 god, Statistiko-dokumental'nyj spravotchnik*, BLITs, Saint-Petersbourg, 1995, p. 159.

Les banques municipales, qui avaient joué un rôle important à la fin du XIX^{ème} siècle, ont vu quant à elles leur importance se réduire considérablement, même si la valeur moyenne de leur capitalisation augmente. Le renversement de tendance entre la part des banques municipales (liées au financement des infrastructures locales) et des

¹⁸ S.I. Borovoj, *Kredit i Banki v Rossii*, Gosfinizdat, Moscou, 1958.

sociétés de crédit (qui privilégient plus les relations avec les entreprises) constitue l'un des importants basculements de cette période, comme on peut le constater sur les tableaux 1(a) et 1(b).

La concentration du système bancaire, en ce qui concerne les "grandes" banques, est encore plus évidente si on prend en compte l'actif. Les dix plus importantes de ces dernières représentent plus de 60% des actifs du secteur bancaire, et les 5 plus importantes déjà 41%. Cette concentration se traduit aussi par une forte instabilité du système bancaire, régulièrement affecté par des crises de liquidité. Cette instabilité a rendu le rôle de la Banque Centrale, soit directement soit indirectement, crucial pour le fonctionnement du crédit¹⁹. La Banque Centrale resta la principale source de refinancement des banques privées, même si les instruments variaient dans le temps. Le réescompte passait ainsi de 30% à 12% des sources de refinancement entre 1895 et 1913 alors que les prises en pension de titres publics et privés montaient de 7% à 23% dans la même période, tandis que le crédit sur les comptes courants restait lui relativement stable avec une part oscillant entre 63% et 61%²⁰.

L'importance du rôle de l'Etat

Par ailleurs, on doit souligner la grande dépendance du système bancaire dans son ensemble par rapport aux opérations financières pilotées par l'État. Qu'il s'agisse du placement d'emprunts, publiques ou privés mais avec garantie publique, ou de la gestion de prêts bonifiés issus de la banque d'investissement émanant de la Banque Centrale, on est en présence d'un poids dominant de circuits de financement contrôlés par l'État. Dans ces conditions, parler d'une autonomie de l'entreprise bancaire face à la puissance publique est difficile. S'il est incontestable que quelques grandes banques, en particulier celles liées aux établissements français, allemands et belges et par qui transitaient le placement hors de Russie des grands emprunts, ont pu discuter d'égal à égal tant avec la Banque centrale qu'avec le Ministère des Finances, ceci n'est pas généralisable aux autres banques. Par ailleurs, la circulation du personnel de direction entre des postes dans l'administration et des fonctions dans ces grands établissements bancaires, les liens de parenté directs et indirectes, les mariages aussi, ont largement contribué à une collusion entre l'État et le secteur privé dans ce domaine.

On aboutit alors à une forme spécifique de liens entre le développement capitaliste de l'économie et l'Etat, un lien considérablement plus fort que ce que l'on avait eu l'habitude de voir dans l'industrialisation des pays d'Europe occidentale, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de la France ou de la Belgique. Ceci correspond très certainement à la position particulière de la Russie dans cette logique de développement. De fait, la Russie est ce que l'on peut appeler un « pays second », autrement dit un pays qui réalise son développement économique et industriel alors qu'elle doit faire face à des

¹⁹ I. F. Gindin, *Gosudarstvennyi bank i ekonomitsheskaja politika tsarskogo pravitel'stva*, Nauka, Moscou, 1960.

²⁰ I.N. Slansky (ed.), *Gosudarstvennyi bank. Kratkii otcherk dejatel'nosti za 1860-1910 gody*, Gosudarstvennyi Bank Izdatelstvo, St. Petersburg, 1910, p. 54. Coll., *Otchet za 1913*, Gosudarstvennyi Bank Izdatelstvo, St. Petersburg, 1914, p.14.

économies qui sont déjà bien plus développées qu'elle. Cette situation se retrouve aussi pour le Japon et, en partie, pour les Etats-Unis. C'est ce qu'Alexandre Gerschenkron désignera, dans un article devenu mémorable, de pays « latecomers »²¹. On retrouve ainsi le rôle central de l'Etat au Japon²², ainsi qu'une structure de l'économie associant de très grands groupes et une myriade de petites entreprises²³. Ceci aura, tout autant que l'idéologie héritée de la période féodale²⁴, une influence importante sur le comportement des entrepreneurs japonais²⁵. Bien entendu, le développement de la Russie ne sera pas équivalent à celui du Japon. Mais, la similitude des conditions de départ est un argument supplémentaire pour une étude comparative entre les institutions qui décidèrent du développement économique de ces deux pays, dimension comparatiste qui manque dans bien des études.

Un développement dual ?

On peut nettement distinguer dans les premières années du vingtième siècle une géographie particulière du développement de la Russie, géographie qui prend, par la force des choses, une dimension très politique. Ainsi, on peut constater une opposition croissante entre des grandes entreprises, qui sont situées en Ukraine et dans le bassin qui va de la Pologne à Saint-Pétersbourg et qui sont souvent liées aux capitaux étrangers et tributaires de l'aide de l'État, et des entreprises moyennes et petites situées dans la région de Moscou, la région des Terres-Noires et sur le cours supérieur de la Volga. Les propriétaires de ces dernières sont, à partir de 1904-1905, c'est à dire de la guerre Russo-Japonaise, en conflit ouvert avec le pouvoir. Ils le sont tant pour des raisons économiques, en particulier l'accaparement des moyens publics par les grandes entreprises dont les responsables sont intégrés à l'élite politique impériale, que politiques²⁶. Par ailleurs, il convient de signaler le poids des communautés religieuses, et

²¹ Gerschenkron A., "Economic Backwardness in historical perspective", op.cit.

²² Rosovsky H., *Capital Formation in Japan: 1898-1940*, Glencoe Free Press, New York, 1961, B.K.Marshall, *Capitalism and Nationalism in Pre-War Japan. The Ideology of the Business Elite, 1868-1941*, Stanford University press, Stanford, (Ca.), 1967, E.H.Norman, *Japan's Emergence as a Modern State: Political and Economic Problems of the Meiji Period*, Institute of Pacific Relations, New York, (NY.),1940

²³ Hirschmeier J., *The origins of Entrepreneurship in Meiji Japan*, Harvard University Press, Cambridge, (Mass.), 1964; J.W.Bennet et I.Ishino, *Paternalism in the Japanese Economy: Anthropological Studies of Oyabun-Kobun Patterns*, University of Minnesota Press, Minneapolis, (Minn.), 1963

²⁴ Yoshino M. Y., *Japan's Managerial System: Tradition and Innovation*, MIT Press, Cambridge, (Mass.), 1968

²⁵ Ranis, "The community-Centered Entrepreneur in Japanese Development", in *Explorations in Entrepreneurial History*, Vol.III, n°2, décembre 1955.

²⁶ C. Goldberg, *The association of Industry and Trade: 1906-1917*, PhD., State University of Michigan, Chicago, 1974. J.L. West, *The Moscow Progressists : Russian Industrialists in Liberal Politics : 1905-1914*, Ph.D., Princeton University, Princeton, 1975. R.A. Roosa, "Russian Industrialists and 'State Socialism' 1906-1917", in *Soviet Studies*, vol. 23, n°2, 1972, pp. 395-417. J.D. White, "Moscow, Petersburg and the Russian Industrialists", in *Soviet Studies*, vol. 24, n°2, 1973, pp. 414-420.

en particulier celle des "vieux-croyants"²⁷ ou la communauté juive, dans le développement de ce que l'on peut appeler le « second capitalisme » russe. Ce poids est en effet considérable dans le développement de ce capitalisme autochtone. L'opposition entre les deux groupes tourna au conflit ouvert, dans les années qui précédèrent immédiatement le premier conflit mondial. Ceci traduit un second déséquilibre, le fait que la croissance économique n'arrive pas à trouver des facteurs endogènes d'alimentation. Pour spectaculaire qu'ait été la croissance de 1885 à 1905, elle n'a pas induit un processus où l'enrichissement de certains groupes sociaux permettrait de fournir à l'économie son propre aliment. Ainsi, après la dépression entamée en 1903, dépression qui fournit son matériau à une forte opposition ouvrière au régime dans les centres industriels²⁸, et prolongée par la guerre de 1904-1905, la reprise de la croissance est très largement tirée par les commandes de matériel issues du budget militaire²⁹, ce qui conduit à relativiser les thèses sur le développement autonome du capitalisme en Russie³⁰. A l'exception de la pression fiscale, qui pèse lourdement sur la paysannerie, les relations monétaires et marchandes mordent peu sur le monde rural³¹ qui, et c'est une différence notable avec le schéma de développement de l'Europe occidentale au XIXème siècle, reste assez largement à l'écart de l'ensemble de la logique de développement, même s'il en subit de manière évidente les contrecoups. La croissance reste portée soit par l'exportation (pour les matières premières agricoles comme les grains mais aussi le beurre) soit par les dépenses publiques. On voit donc se constituer une économie à deux secteurs, relativement séparés, un modèle qui se reconstituera, quoi que sous une forme un peu différente, à partir de la collectivisation en URSS.

Les logiques de la dualité

On constate alors deux choses évidentes mais qui sont elles-mêmes contradictoires. La première est que le mode de production capitaliste s'était bien répandu en Russie dès avant la Révolution, et ceci date même d'avant l'abolition du servage, même si cette dernière a certainement entraîné une accélération dans le développement du capitalisme. Dès 1890-1900 les formes précapitalistes dans l'économie apparaissent dominées par la logique du développement capitaliste, autrement dit leur logique de développement est soumise aux exigences des formes capitalistes. Cependant, et ceci est un autre problème, ce développement du capitalisme se fait en « peau de léopard », avec

²⁷ W.L. Blackwell, "The Old Believers and the rise of the private industrial enterprise in early nineteenth century Moscow", in W.L. Blackwell (ed.), *Russian economic development from Peter the Great to Stalin*, Praeger, New York, 1974. Kirillov I.A. *La vérité de la vieille croyance*, Barnaoul, 2008. Sur les « vieux croyants » on lira avec profit Pascal P., *Avvakum et les débuts du Raskol*, EPHE, Mouton & Co, Paris, 1963.

²⁸ Nossatch V.I., *Profsoyuzny Sankt-Peterburga 1905-1930*, [Syndicats de Saint-Pétersbourg, 1905-1930], Saint-Pétersbourg, Neva, 2001.

²⁹ Voir K.F. Chatsillo, "O disproportsij v razvitij vooruzhennyh sil Rossii nakanunie pervoj mitovoj vojny (1906-1914)", in *Istoritcheskie Zapiski*, vol. 83, 1969, pp. 123-136.

³⁰ Comme celles de R. Portal, in "The industrialization of Russia", op. cit.

³¹ D. Atkinson, *The end of the Russian land commune : 1905-1930*, Stanford University Press, Stanford, 1983.

des divergences régionales très fortes, avec des régions qui restent largement à l'écart de cette logique de développement, ou qui ne la subissent que de manière indirecte et d'autres, comme le bassin industriel qui va de la Pologne (alors Russe) aux environs de Saint-Pétersbourg où se développent des formes très modernes de capitalisme. La seconde est que le modèle de développement diverge de celui des pays d'Europe occidentale. Le capitalisme reste en Russie indissolublement lié à l'Etat tsariste non seulement pour des raisons politiques mais aussi pour des raisons essentiellement économiques. L'autonomie du développement économique par rapport à la sphère politique, qui fut en Europe occidentale et aux Etats-Unis une caractéristique du développement du capitalisme, reste donc très limitée et partielle en Russie. De même, comme on l'a déjà dit, le modèle de développement n'arrive pas à trouver ses sources spontanées d'alimentation. Cela explique le caractère très contradictoire de la sphère financière qui se développe suivant deux logiques distinctes.

Dès lors, on peut avancer l'hypothèse que le mode de développement de l'économie russe, de 1880 à 1914, s'il a donné lieu à une forte croissance, a aussi abouti à l'existence d'une scission de l'économie en deux, avec un secteur extrêmement moderne, financé largement par des crédits internationaux ou des prêts de la Banque d'Etat, et alimentant largement la demande de l'Etat (les dépenses militaires entre autres mais aussi le développement des voies ferrées) ou les exportations, et un secteur nettement moins moderne, subissant la pression de l'Etat et alimentant la consommation nationale. Cette hypothèse signifierait que le dualisme de l'économie soviétique, repéré à partir des plans quinquennaux et opposant l'industrie lourde aux industries de consommations et à l'agriculture, ne serait pas le résultat du « modèle soviétique » mais serait en fait la continuité de cette scission de l'économie issue des stratégies de développement mises en place par Vyshnegradky et Witte³². En ce cas, il faut considérer que la stratégie de développement adoptée à partir des années 1880 a été un succès mais a conduit aussi à une situation de « lock-in » sur une trajectoire de développement divergente de celle des pays de l'Europe occidentale.

L'existence de ces logiques contradictoires dans le développement économique a sa traduction au niveau politique. Non seulement la « bourgeoisie » russe est faible, incapable de s'affirmer comme classe dominante, mais elle est aussi très largement divisée. Une partie de la bourgeoisie russe cherche en réalité à rejoindre l'aristocratie et la bureaucratie tsariste par des stratégies d'alliance matrimoniales très largement ; une autre est ouvertement en conflit avec le pouvoir tsariste, dont elle conteste la capacité à mener le développement économique de la Russie, et rechercha, dès les années 1912-1913, à passer une alliance avec les forces contestataires, qu'il s'agisse du mouvement social-démocrate (les Menchéviks et les Bolcheviks) ou qu'il s'agisse des héritiers du populisme russe (les Socio-Révolutionnaires)³³.

³² Stepanov, V. L., "Three Ministers of Finance in Postreform Russia." *Russian Studies in History* 35(2), 1996

³³ Venturi F., *Roots of Revolution: A History of the Populist and Socialist Movements in Nineteenth-Century Russia*, New York, Alfred A. Knopf, 1960.

II. Le choc de la guerre

La guerre de 1914 a indéniablement aussi joué un rôle important dans les révolutions de 1917. Mais, son influence a été multiple, allant du coup final à la dé-légitimation du régime tsariste, à la brutalisation des relations sociales. On peut ainsi soutenir, non sans quelques arguments, que sans la guerre la révolution n'aurait jamais eu lieu. Mais, on peut tout aussi soutenir que sans les contradictions politiques, économiques et sociales qui s'accumulaient depuis la fin du XIX^e siècle la guerre n'aurait jamais eu les conséquences qu'elle eues en Russie. Par ailleurs, la politique étrangère russe depuis le début du XX^e siècle était largement dictée par les contradictions qui minaient le régime tsariste. De ce point de vue, on doit considérer la guerre de 1914 à la fois comme un phénomène exogène *et* endogène de l'histoire de la Russie.

La spécificité de la Première Guerre Mondiale

Il faut cependant prendre conscience de l'événement traumatique que cette guerre représenta pour l'ensemble des participants. Economiquement, elle a confronté l'ensemble des participants à une crise économique grave, résultant des caractéristiques mêmes de la guerre moderne et de la « révolution dans les affaires militaires, qui avait eu lieu de la guerre de Sécession aux Etats-Unis aux guerres qui vont marquer le tournant du siècle (Guerre des Boers, guerre Russo-Japonaise de 1904-1905, guerres balkaniques). Cette « révolution » conduit à une consommation de munitions absolument extraordinaire, dépassant toutes les prévisions des Etats-Majors d'avant guerre. Dans tous les pays belligérants, cette situation va provoquer une « crise des munitions », qui aboutira au quasi-arrêt des combats de décembre 1914 à février 1915. A cette époque les réserves sont épuisées, et les canons ne peuvent tirer que un à deux obus par jour. L'Allemagne est particulièrement touchée par ce problème car, outre l'ampleur des consommations de munitions (essentiellement pour l'artillerie), elle doit faire aussi face au blocus maritime des britanniques et des français. Or, l'Allemagne dépend pour toute une série de productions des importations maritimes. Cela conduira à la constitution d'un comité aux approvisionnements, le KRA qui, progressivement, va imposer en Allemagne une forme d'économie planifiée³⁴. Les logiques de mobilisation industrielle que l'on rencontre chez tous les belligérants auront par ailleurs des conséquences importantes dans l'après-guerre, donnant ainsi naissance au courant dit « planiste » en Belgique et en France³⁵.

En fait, si l'influence de la guerre de 1914-1918 dans la mise en place de cette forme d'organisation de l'économie est indéniable en Allemagne, on peut aussi repérer dans le militarisme prussien d'avant 1914 des formes d'organisations qui sont congruentes avec

³⁴ Feldman G.D., *Army, Industry and Labor in Germany : 1914-1918*, Princeton University Press, Princeton, 1966

³⁵ De Man, H., *Réflexions sur l'économie dirigée*, Bruxelles et Paris, L'Églantine, 1932.

cette économie semi-planifiée qui émergera sous l'empire de la nécessité³⁶. Par ailleurs, un sociologue comme Max Weber sera décisivement influencé dans sa définition de la bureaucratie³⁷ par l'expérience de la mobilisation industrielle pour et pendant la guerre³⁸. Il est alors intéressant de regarder l'impact de ce système sur les représentations des acteurs. C'est particulièrement vrai de Walther Rathenau qui sera, au moment de son assassinat après la guerre par des membres des Corps Francs³⁹, le Ministre des Affaires Etrangères de la République de Weimar naissante⁴⁰, et à ce titre l'un des signataires de l'accord de Rapallo avec l'URSS, et qui joua un rôle dirigeant dans le KRA. Walther Rathenau va ainsi se prendre à rêver d'une forme de socialisme étatique immédiatement après la guerre⁴¹. On peut comprendre alors que cette expérience de la militarisation de l'économie, de cette planification qui ne dit pas son nom, ait fascinée les dirigeants bolchéviques.

La logique de la mobilisation industrielle en Russie

La Russie va elle aussi connaître un phénomène à la fois similaire⁴², la production de l'industrie devient insuffisante devant les besoins de la guerre (on produit 35000 obus/jour alors qu'il en faudrait 45000)⁴³, mais aussi fort différent. Il faut ici rappeler que les débuts de la guerre, pour malheureux qu'ils aient été pour la Russie, avec la défaite de Tannenberg (27-30 août 1914) ou des Lacs Mazures (15 septembre 1914), sont marqués par une intensité extrême des combats⁴⁴. Par la suite, l'armée russe connaîtra des victoires contre les forces austro-hongroises, en particulier lors de l'offensive Broussilov en 1916⁴⁵. Comme pour l'ensemble des belligérants, les dirigeants russes sont confrontés à une situation où la guerre moderne impose une brutale restructuration de l'économie afin d'obtenir l'augmentation rapide de certaines productions, dans la métallurgie mais aussi dans la chimie (poudre et explosifs). Ils vont d'abord chercher à importer massivement le matériel qui leur fait défaut, et de septembre 1914 à 1917 ce ne sont pas moins 1 800 navires de transports alliés qui débarqueront 5 475 000 tonnes de matériel pour les armées russes⁴⁶, mais aussi

³⁶ Bucholz A., *Moltke and the German Wars*, New York, Palgrave Macmillan, 2001.

³⁷ Merton R., 1971, 'Bureaucratic Structure and Personality' in A. Etzioni (ed.), *A Sociological Reader on Complex Organizations*, 2nd edition, London, Holt, Rinehart & Winston, pp. 47-59

³⁸ Cochrane G., *Max Weber's Vision for Bureaucracy – A casualty of World War I*, New York, Palgrave-MacMillan, 2017.

³⁹ Il fut tué en 1922 par Erwin Kern et Hermann Fischer de l'organisation Consul.

⁴⁰ Voir David F., *Walther Rathenau and the Weimar Republic*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971

⁴¹ Rathenau W., *La Mécanisation du Monde*, traduction française par J. Vaillant, Aubier-Montaigne, Paris, 1972.

⁴² Sidorov A.L., *Ekonomitcheskoe Polozhenie Rossii v gody pervoj mirovoj vojny*, Nauka, Moscou, 1973

⁴³ Schiavon M., *L'Autriche-Hongrie la Première Guerre mondiale : La fin d'un empire*, Paris, Éditions, SOTECA, 14-18 Éditions, coll. « Les Nations dans la Grande Guerre », 2011, p. 133.

⁴⁴ Andolenko S., *Histoire de l'armée russe*, Paris, Flammarion, 1967

⁴⁵ MacLasha Y. et Jean Lopez, « Alexeï Broussilov, des Blancs aux Rouges », in *Guerres et Histoire*, no 39, avril 2016.

⁴⁶ Voir Huan C., *La marine soviétique en guerre : tome I Arctique*, Paris, Economica, 1991,

rationaliser et développer la production industrielle nationale. Or, et c'est ici une différence majeure avec les expériences de mobilisation industrielle réalisées en Allemagne, au Royaume-Uni ou en France, cette restructuration se fera largement *contre* le gouvernement, ou du moins dans un esprit de séparation et non de coordination, et dans un climat de quasi-insurrection des petits et moyens entrepreneurs contre la haute administration tsariste⁴⁷. On retrouve là un effet direct de ce procès en incompétence qu'instruisaient les responsables de l'association pour l'industrie et le commerce depuis les années 1907-1910⁴⁸, et dont on a parlé plus haut. Mais, cette situation a eu des conséquences importantes. Elle a jeté les bases d'un état de fait de « double pouvoir » qui va alors se développer en Russie, pour connaître son point fort à la fin de 1916 et en 1917. Il convient ici de préciser que si les différentes institutions mises sur pied par l'Association de l'Industrie et du Commerce avaient besoin pour fonctionner des commandes de l'Etat tsariste, elles considéraient qu'elles étaient mieux placées que les fonctionnaires de l'Etat pour administrer cette manne financière. Bien entendu, les administrations de Saint-Pétersbourg pensaient le contraire, mais elles avaient désespérément besoin des relais matériels dans les provinces que lui fournissait l'Association. Une situation analogue existe d'ailleurs en France et au Royaume-Uni, mais elle se traduit par une coopération, plus ou moins harmonieuse, entre les industriels et le pouvoir politico-administratif, car le pouvoir politique y était légitime. En Russie, au contraire, s'il y a une coopération de fait, elle se produit dans un climat de méfiance, de suspicion, de conflit. On perçoit rapidement que l'Etat tsariste a perdu sa légitimité à imposer les formes qu'il souhaiterait d'organisation de l'industrie, même si il en possède incontestablement une partie des moyens. La corruption endémique régnant dans l'administration centrale, l'incompétence aussi de très nombreux hauts responsables qui ne devaient leurs postes qu'à une courtisanerie effrénée, l'incompétence de l'Etat-Major, qui se traduit par des défaites retentissantes, expliquent largement cette dé-légitimation de l'Etat tsariste dans la mise en place de la mobilisation économique et industrielle.

Le conflit entre l'Etat et les industriels

Dès lors, la constitution des *Comités Militaro-Industriels* ou VPK (*Voенно-Промышленнe Комитеты*), comités locaux organisant concrètement tant la production que la répartition des ressources rares et qui sont fédérés par un comité central le Ts.VPK⁴⁹, est l'occasion pour les représentants du capitalisme autochtone, rassemblés autour du groupe moscovite de l'Association de l'Industrie et du Commerce, de tenter une alliance à la fois avec l'intelligentsia technique et avec les travailleurs⁵⁰. La tentative de mettre en place des "comités de travailleurs" (ou *Rabotchie Gruppy*) va d'ailleurs aboutir à un conflit ouvert avec l'administration tsariste qui menacera d'arrêter les principaux dirigeants des VPK et d'interdire les organisations qu'ils dirigent⁵¹. Rappelons que la Russie avait connue, dans les années 1912-1914 une vague montante de grèves ouvrières, touchant

⁴⁷ Zagorsky S, *State control of the industry in Russia during the War*, Yale University Press, New Haven, 1928.

⁴⁸ Goldberg C, *The association of Industry and Trade: 1906-1917*, op.cit..

⁴⁹ L.H. Siegelbaum, *The politics of industrial mobilization in Russia : 1914-1917*, Macmillan, Londres, 1983

⁵⁰ P.V. Volubuev et V.Z. Drobizhev, "Iz istorij goskapitalisma n natchal'nji period sotsialistitcheskogo strojtel'stva SSSR", in *Voprosy Istorii*, n°9, 1957, pp. 113-121.

⁵¹ L.H. Siegelbaum, *The politics of industrial mobilization in Russia : 1914-1917*, op. cit.

l'ensemble des secteurs de l'industrie⁵². La « question ouvrière » comme on le dit à l'époque, est une question éminemment sensible politiquement. Les responsables du Ts.VPK vont, devant la menace de la répression, reculer, du moins en apparence, et renoncer aux « comités de travailleurs » qui leurs auraient permis de tenter de contrôler directement une bonne partie de la classe ouvrière. Mais, en secret, ils ouvriront des négociations avec les organisations politiques clandestines pour des formes de « cogestion » de la classe ouvrière.

La dynamique de ce conflit s'éclaire quand on apprend que, dès 1912-1914, un certain nombre d'industrialistes n'avaient pas hésité à soutenir des mouvements d'opposition clandestins, SR, menchéviques et même bolcheviques⁵³. De même on retrouve dans l'organisation centrale des VPK L.B. Krasin, directeur de la branche russe de AEG-Siemens et militant bolchevique notoire, ainsi que nombre de responsables SR. Mais le conflit entre l'administration tsariste et les VPK n'est pas la seule caractéristique de la mobilisation de l'industrie russe. Le réseau des VPK va se doter rapidement de ses propres systèmes de financement, qui reposent à la fois sur la mobilisation des nombreuses petites banques locales et municipales et sur des relations d'échange non-monétaires. Le troc entre les entreprises de ce réseau est régulé par le VPK local qui détermine les rapports d'échange et sert de chambre de compensation. Dans la gestion des créances industrielles, le réseau des VPK devient une alternative potentielle à la Banque Centrale, qui dès lors n'a d'autre solution que de coopérer étroitement avec lui à partir de 1916. Les autorités politiques tsaristes ont été plus que méfiantes vis-à-vis de ce que représentait le mouvement des VPK, dont elles percevaient bien la charge politique contestataire. Cependant, dans certaines administrations des responsables ont rapidement pris la mesure de l'efficacité de cette mobilisation industrielle. Il en fut ainsi pour les services de la mobilisation industrielle au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Cette articulation entre la dimension locale et la dimension nationale favorisa l'émergence au sein des VPK d'une logique d'organisation par branches industrielles. Dès la seconde moitié de 1916 on voit apparaître une double structuration de l'économie russe, à la fois organisée sur une base territoriale et sur une base verticale. Aux structures financières locales, instituées par les VPK des provinces, vient alors s'ajouter des structures financières spécialisées par branches ou par secteur d'activité. Celle-ci va donner naissance à une tradition d'administration de l'économie sous une double base, territoriale et par branches industrielles, à travers la coordination progressive entre les

⁵² Nossatch V.I., *Profsoyuzny Sankt-Peterburga 1905-1930*, op.cit.. Ferro M., *La Révolution de 1917, t.1, La Chute du tsarisme et les Origines d'Octobre*, Paris, Aubier, 1967. Badayev A., *Bolcheviki v Gossudarstvennoj Dume – Vospominanja*, [Les Bolchéviks à la Douma d'Etat], Moscou, GosIzPolLit, 1954.

⁵³ Voir les documents de l'Okhrana publiés dans *Istoritcheskii Arhiv*, n°6/1959, pp. 8-13, et n°2, 1959, pp. 13-16. Voir aussi I.S. Rozental, "Russki liberalizm nakanune pervoj mirovoj vojny", in *Istorija SSSR*, n°6, 1971, pp. 52-70.

ministères et les VPK⁵⁴. Cette structuration sera reprise telle qu'elle après la révolution d'Octobre, et va perdurer pendant pratiquement la totalité de l'histoire de l'URSS⁵⁵.

⁵⁴ A.L. Sidorov, *Ekonomitcheskoe Polozhenie Rossii v gody pervoj mirovoj vojny*, Nauka, Moscou, 1973.

⁵⁵ Sapir J., *L'économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, La Découverte, Paris, 1990.

III. Les bolchéviques au pouvoir : entre pragmatisme et dogmatisme

Contrairement aux idées reçues, le modèle soviétique tel qu'il se manifesta à la fin des années vingt, n'était nullement constitué dans la tête des dirigeants bolcheviks dès Octobre 1917. Dans *Que Faire* de Lénine⁵⁶, on trouve en fait peu de choses sur ce sujet, et le peu que l'on y trouve fait plus mention d'une « socialisation » que d'une « nationalisation ». Les premières mesures prises après la Révolution se limitent à assurer le contrôle de l'Etat sur les industries stratégiques (les industries de guerre). Dans le même temps se déroule, au sein des grandes entreprises, un mouvement de « socialisation » des entreprises qui se fait dans une large mesure hors de l'influence du gouvernement, et sous l'influence de militants syndicalistes et de militants anarchistes, auxquels il convient de l'ajouter, les bolcheviks ont tendu la main dans les semaines qui ont précédé la Révolution. La guerre civile obligea les bolcheviques à radicaliser plus qu'ils ne l'avaient souhaité initialement leur programme économique⁵⁷. Un certain nombre d'entreprises (en général de taille moyenne) sont aussi « municipalisées » pour fournir les ressources indispensables aux municipalités.

Un pragmatisme honteux ?

Ce pragmatisme dans les faits ne fut cependant jamais pleinement politiquement assumé, car il se heurtait au discours légitimateur de nature scientifique et dogmatique qui est constitutif du discours léniniste depuis *Que Faire*. Ceci conduisit à justifier a posteriori cette radicalisation dans une apologie du communisme de guerre. Léon Trotsky se fit ainsi l'apôtre du travail forcé et de la militarisation des syndicats⁵⁸. Mais il s'agit d'une justification *ex-post* et non d'un « projet ». En fait, jusqu'à la fin de 1919, le VSNH, héritier direct du Ts.VPK, freina les nationalisations (sauf celles qui permettaient d'éviter un contrôle de l'entreprise par les syndicats) et les municipalisations des entreprises et fit son possible pour maintenir en place les anciennes équipes dirigeantes des usines. En effet, dès novembre 1917, Lénine et les principaux responsables du Parti Bolchevik, sont pleinement conscients de la nécessité vitale de maintenir ces équipes dirigeantes, qui - dans bien des cas - ont adopté une position de neutralité bienveillante face au nouveau pouvoir. C'est là où l'on retrouve les liens, directs et indirects, qui avaient pu se nouer entre l'intelligentsia technique et les révolutionnaires au travers des VPK. Cinq mois après la prise du pouvoir, on constate ainsi que, sauf dans le cas des très grandes entreprises (plus de 3000 ouvriers) qui sont en général des entreprises dans les secteurs dits « stratégiques », peu d'entreprises ont été nationalisées ou municipalisées.

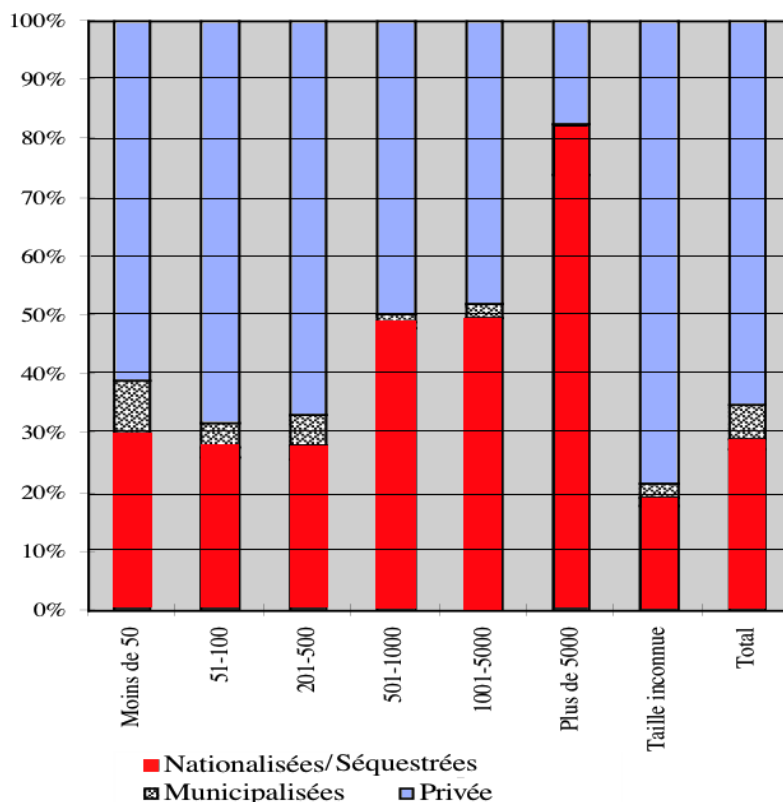
⁵⁶ Lénine V.I., *Que Faire*, texte présenté et annoté par J-J. Marie, Paris, Seuil, 1966.

⁵⁷ Malle S., *The economic organization of the war communism*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

⁵⁸ Trotsky L., *Terrorisme et Communisme*, UGE, coll 10-18, Paris, 1963.

Le total dépasse de peu les 30%. L'étatisation de l'industrie ne fut complète qu'à la fin de 1920⁵⁹.

Figure 1
État des prises de contrôle des entreprises industrielles au 31 mars 1918



Source : Drobizhev V.Z., "Sotsialistitcheskoe obobchtchestvlenie promychlennosti v SSSR", in *Voprosy Istorii*, n°6, 1964

Cette étatisation s'explique par différents facteurs qui doivent très peu à l'idéologie. Il est clair que logique même de la guerre civile a joué ici un grand rôle. Dans de nombreux cas, les arrêts de production sont assimilés à une « grève des propriétaires », ce qui est parfois vrai, mais souvent non. Il y a aussi la volonté de reprendre la main face aux syndicats, qui sont largement sous la coupe des anarchistes, et qui interprètent le « contrôle ouvrier » très littéralement. Dans ce cas la nationalisation permettra de rétablir « l'autorité du directeur », exécutant les décisions du Conseil des Commissaires du Peuple, et cette nationalisation est prise essentiellement pour rassurer les équipes techniques de direction. La question essentielle fut alors de remettre les usines en route dans un double conflit à la fois contre les propriétaires et contre une partie des ouvriers qui imposaient un "contrôle ouvrier" dans un certain nombre d'entreprises. Les étatisations, qui prirent la forme d'une propriété d'État, furent alors l'instrument choisi pour reconstruire un contrôle gouvernemental sur l'industrie et imposer le principe du directeur unique⁶⁰. Elles devaient donner sa cohérence à un système de gestion

⁵⁹ Drobizhev V.Z., "Sotsialistitcheskoe obobchtchestvlenie promychlennosti v SSSR", in *Voprosy Istorii*, n°6, 1964.

⁶⁰ Drobizhev V.Z., "Sotsialistitcheskoe obobchtchestvlenie promychlennosti v SSSR", op.cit..

directement inspiré de ce qui avait fonctionné en 1916 et 1917. Le Comité Supérieur de l'Économie Nationale, ou VSNH, jouant le rôle du Ts.VPK et des départements ministériels, dont il gardait l'architecture ainsi que la grande majorité des administrateurs et fonctionnaires. Enfin, on a des pratiques de commandements, ici encore liées à la guerre civile, et qui aboutissent à la quasi-destruction des relations monétaires dans un épisode hyper-inflationniste et à une double crise agricole et industrielle. Cela conduit à appliquer cette « économie de commandement » sur une large échelle, et pour cela il faut naturellement nationaliser les entreprises. Les conséquences sociales de cette double crise (révolte de Kronstadt mais aussi les soulèvements paysans de Tambov et ailleurs) incitèrent le gouvernement à revenir vers des pratiques tolérant de larges espaces d'économie de marché. La NEP ne fut pas ainsi seulement la reconnaissance d'une liberté économique dans l'agriculture et le commerce. Elle se traduisit aussi au sein de l'industrie nationalisée par la montée des pratiques contractuelles remplaçant progressivement les commandes autoritaires. Il faut tout de suite dire que l'étatisation complète de l'industrie ne faisait pas partie des projets initiaux du nouveau pouvoir. Il faut encore signaler qu'un nombre non négligeable d'expropriations résulta d'initiatives locales, sous la forme de mises sous séquestre ou de municipalisation.

Les perversions du mécanisme de justification

Cependant, un mécanisme de justification était aussi à l'œuvre. Il faut rappeler que les dirigeants bolchéviques sont en conflit non seulement contre les gouvernements des pays de l'Entente qui vont pratiquer une politique d'intervention et contre les armées dites « blanches », mais aussi contre les dirigeants de la social-démocratie de l'époque, la Deuxième Internationale. Or, ce conflit se joue, entre autre, sur une question de légitimité idéologique : qui est le plus « fidèle » à la lettre et à l'esprit de l'œuvre de Marx et Engels, mais aussi qui s'inscrit dans la lignée de la Commune de Paris (une référence constante dans les polémiques de cette période). Il faut comprendre que les dirigeants bolchéviques sont, dans une large mesure, un produit de cette Internationale et ils sont liés à cette dernière par des débats politiques anciens. Ce conflit est complexe. Il faut donc aux dirigeants bolchéviques non seulement démontrer que les dirigeants sociaux-démocrates ont « trahi » politiquement, mais encore qu'ils se sont éloignés de la « pureté marxiste » et que eux, bolchéviques, ils avaient un projet révolutionnaire fidèle à Marx et cohérent depuis le départ. Mais il y a aussi un enjeu de taille. Pour les bolchéviques, la survie de la révolution passe largement par ce qu'ils appellent la « révolution mondiale ». C'est à la fois une posture idéologique, mais aussi une posture pragmatique. Compte tenu de ce qu'ils appellent « l'état d'arriération du pays », qui est sur certain point vrai et sur d'autres une représentation de petits-bourgeois urbains, l'apport économique et technique que pourrait représenter une Allemagne révolutionnaire faisant cause commune avec la révolution russe pourrait s'avérer décisif. Ils sont incapables de prévoir que des liens économiques et techniques importants se noueront dans les faits avec l'Allemagne et les Etats-Unis dans les années 1920 et 1930, et ceci *sans* révolution mondiale...Donc, dans les représentations des bolchéviques, la question de la révolution allemande devient critique, et cela explique aussi la lutte féroce pour la

suprématie dans ce que l'on appelle le « mouvement ouvrier » européen, qui est largement dominé par la social-démocratie allemande.

D'où de nombreuses contorsions pour présenter comme « cohérent » ce qui ne fut qu'une série de décisions opportunistes, parfois justifiées, et parfois non. Les bolchéviques commencent la réécriture de l'histoire de la Révolution de 1917 très tôt. De même, ils procèdent à une réécriture de leur action économique, présentant comme des « acquis » de la Révolution des mesures, telles les nationalisations, qui n'ont été prises que sous la contrainte de la nécessité. Cette nécessité de construire la légitimité de leur action dans le cadre très particulier du marxisme de la Deuxième Internationale a conduit les dirigeants bolchéviques à développer un double discours, avec d'une part un volet très dogmatique et en même temps utopistes sur un certain nombre de points, à destination de l'étranger, et d'autre part un volet bien plus empirique, à destination de la Russie. Mais, et c'est un point important, les dirigeants bolchéviques, du moins ceux du groupe initial avant que Staline n'impose sa loi, se persuadent eux-mêmes de l'unité de ce double discours. Seuls Lénine, et peut-être Trotsky, étaient réellement conscients de ce qu'ils faisaient. Les écrits de Lénine, au moment du passage à la NEP, montrent qu'il ne se fait guère d'illusions sur la nature de l'Etat postrévolutionnaire en Russie. Mais, Trotsky continue de se bercer de l'illusion d'une révolution en Allemagne.

Le problème des bolcheviks est en réalité le suivant : ils appliquent un programme de réformes démocratiques (que l'on peut appeler « bourgeoises »), programme qui correspond aux nécessités de la société et de l'Etat russe en 1917, mais sur la base d'une pratique révolutionnaire. Et cette pratique révolutionnaire est en fait indispensable à l'application de ce programme de réformes « bourgeoises », ce que les menchéviques n'ont absolument pas compris. La division de la bourgeoisie russe, la collusion d'une partie de cette dernière avec l'aristocratie et le régime tsariste, la radicalisation particulière de l'intelligentsia (radicalisation qui date de 1860 et qui se maintient jusqu'en 1917) ne laissaient probablement pas d'autre choix.

Il est frappant de considérer, quand on regarde l'histoire de la Russie de 1904 à 1914, un blocage total de toutes les tentatives de réforme. Ce blocage résulte non seulement de l'immobilisme du régime tsariste mais aussi du fait que TOUTE réforme un tant soit peu importante enclenche en fait un processus révolutionnaire, ou une forme de contestation radicale du pouvoir tsariste. C'est ce dernier qui, par sa rigidité (et il faut ajouter son incompetence), a largement conduit à rendre la Révolution inévitable.

IV. Y-a-t-il eu un « modèle allemand » au cœur des conceptions des bolchéviques ?

Il est évident que l'expérience de la mobilisation économique de l'Allemagne a exercé une profonde influence sur les dirigeants bolcheviks. D'ailleurs Lénine, en 1918, déclarera que le communisme est né en deux parties séparées, la partie politique en Russie et la partie économique en Allemagne. Les dirigeants bolcheviques eux-mêmes voyaient, comme il a été indiqué, dans l'expérience allemande de l'économie de guerre un modèle opérationnel de planification⁶¹. Mais, l'influence allemande sur les bolcheviks est en réalité plus profonde et ses racines sont bien plus anciennes.

L'influence de la Deuxième internationale

La question de l'influence de l'idéologie de la Deuxième Internationale sur les révolutionnaires russes a souvent été soulevée⁶². Rappelons que les dirigeants bolchéviques sont des socio-démocrates, membres de la Deuxième Internationale. Ils participent avant-guerre aux congrès de cette dernière, ont des débats avec les dirigeants, essentiellement allemands, du mouvement socialiste de l'époque. De plus, nombre de ces dirigeants bolcheviques ont vécu en exil, répression oblige. Certains d'entre eux lisent et parlent l'allemand. Les contacts intellectuels sont constants, au point que l'on peut parler d'une forme de culture politique commune. Ils sont conscients du décalage énorme qui existe entre les institutions sociales et économiques de l'Allemagne et la situation en Russie. N'oublions pas que l'Allemagne a mis sur pieds, dans les années 1880 sous l'influence de Bismarck qui voulait par ce biais affaiblir le SPD naissant, un système de protection sociale très avancé pour l'époque. Ce n'est pas par hasard que l'on appellera ce modèle le « modèle bismarckien ». La social-démocratie allemande, le SPD, est sur des positions *formellement* révolutionnaires ; or, le SPD est aux portes du pouvoir en 1914. Tout est donc réuni pour que l'influence allemande sur les dirigeants révolutionnaires russes soit très forte.

Cette influence a été accentuée par la venue d'un certain nombre de collaborateurs de Walther Rathenau, le responsable de l'organisme de commandement centralisé de l'économie en Allemagne, le KRA, pendant la guerre. Ces personnes ont joué un rôle important dans la constitution du *GOELRO*, l'organisme précurseur du *Gosplan*. J'ai analysé cette influence dans un de mes ouvrages qui a été publié en 1990⁶³. En un sens, le système soviétique est tout autant l'héritier de l'économie de guerre allemande que le produit de la Révolution russe.

⁶¹ V.I. Lénine, "Sur l'infantilisme de Gauche", in *Oeuvres Complètes*, Editions Sociales, Paris, 1961, vol. 27, p. 354.

⁶² Bettelheim C., *Les Luites de Classes en URSS, 3^{ème} période, Les Dominants*, Paris, Le Seuil-Maspéro, 1983.

⁶³ Sapir J., *L'économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, La Découverte, Paris, janvier 1990.

Un héritage culturel plus ancien

Mais, il convient de savoir que cette influence allemande tire ses racines de choses plus anciennes et ne saurait se réduire à la proximité idéologique et culturelle avec la social-démocratie allemande ou à l'influence de la mobilisation industrielle. Depuis les règnes de Pierre le Grand et de Catherine II l'Allemagne à une image de modernité et d'efficacité en Russie. Cette image est très profondément enracinée dans l'imaginaire de la classe dirigeante comme de l'intelligentsia d'opposition en Russie. Que l'on se souvienne, dans le roman de Gontcharov du couple formé par Oblomov et pas son ami, d'origine allemande, Stolz. Cette influence de l'Allemagne sur l'élite russe est particulièrement forte à la fin du XIX^{ème} siècle. Ainsi, l'ouvrage de F. List sur le protectionnisme a été traduit (et préfacé) par Sergei Yu. Witte, le futur Ministre des finances, qui sera l'une des figures centrales du développement économique de la Russie de 1890 à 1904.

Pour de multiples raisons, donc, les dirigeants bolcheviques vont donc être très fortement influencés par ce que l'on peut appeler un « modèle allemand » qui est à la fois une réalité mais aussi très largement une représentation. Comme je l'ai expliqué dans mon livre⁶⁴, un embryon d'organisme de planification (le GOELRO, qui devint par la suite GOSPLAN) avait été constitué, avec l'aide de spécialistes allemands issus des organismes du KRA de l'économie de guerre. Les tâches de cette instance de planification étaient avant tout indicatives. L'industrie était contrôlée par le VSNH, qui avait succédé au Ts.VPK, dans sa démarche globale et en particulier en ce qui concerne les priorités d'investissement et de reconstruction. Le modèle de l'économie soviétique du temps de la NEP pouvait donc apparaître comme très directement inspiré des institutions de mobilisation industrielle en Allemagne. Les entreprises étaient gérées de fait à travers des trusts décrits dans le décret du 10 avril 1923 comme : "*Des établissements industriels d'État autorisés par le gouvernement à opérer de manière indépendante en accord avec leur charte interne, sur une base commerciale et dans l'objectif de faire des profits*". Ces organismes étaient donc dotés d'une large autonomie, autonomie qu'ils tentaient d'ailleurs régulièrement d'accroître au détriment du VSNH⁶⁵. Cela ressemble fort au statut des regroupements d'entreprises dans le KRA en Allemagne en 1916-1917. Cela n'avait rien d'étonnant. L'Allemagne était, que ce soit pour les bolchéviques ou plus généralement pour l'élite intellectuelle et technique russe, un modèle et un réservoir de compétences.

A cet égard, l'établissement de mesures de discipline financière, s'il entérinait cette autonomie, obligeait les trusts à une réelle responsabilité, en particulier en matière de prix. Il est ainsi incontestable que l'économie soviétique, du temps de la NEP, avait des aspects d'économie mixte et qu'elle connaissait une dynamique organisationnelle allant dans le sens d'un développement combiné des activités privées et étatiques. Cette situation posait de délicats problèmes, tant d'un point de vue idéologique que, très

⁶⁴ Sapir J., *L'économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique*, op.cit..

⁶⁵ Ch.L. Rozenfel'd, *Organizatsija upravlenija promyshlennostju v SSSR*, Gosplanizdat, Moscou, 1950, p. 216 et 223.

concrètement, en matière d'organisation. Il est intéressant de voir que sur ces problèmes, le pouvoir bolchevik a pratiqué, bien souvent sans le dire, à des « emprunts » institutionnels sur l'Allemagne. Un certain nombre de Codes (comme le Code Forestier ou des fragments entiers du Code Social) ont été simplement traduits de l'allemand en russe.

Fondamentalement, on est ici confronté à une contradiction entre la manière dont les dirigeants bolcheviques veulent se représenter (ou plus précisément l'image qu'ils entendent donner d'eux-mêmes) et la réalité de ces représentations. Ceci ne peut se comprendre que si l'on tient compte du passé liant de très nombreux de ces dirigeants à la 2^{ème} internationale, et donc à la social-démocratie allemande.

V. Quelles leçons d'Octobre ?

Il est évident aujourd'hui qu'il y a une gêne profonde en Russie pour traiter de manière dépassionnée des événements d'Octobre. Car, et ceci est tout à fait normal, le jugement sur Octobre est dominé par ce que nous savons du stalinisme et de ses crimes. Pourtant, sauf à adhérer au déterminisme le plus plat, on devrait savoir qu'un événement de la nature de ce qui survint en Russie dans l'année 1917 ouvre le champ à de multiples possibles. La société russe, et ses intellectuels, ont une difficulté intrinsèque à déterminer une position de raison par rapport aux révolutions en Russie. D'où les ambiguïtés de leur rapport à Octobre 1917. Ce rapport est surdéterminé par une autre contradiction, celle-ci propre au régime de Vladimir Poutine. Il a décidé d'assumer une partie du passé soviétique, sans nécessairement le glorifier (que l'on se rappelle ces mots du Président « un passé héroïque, un passé dramatique, un passé révolu »), mais sans non plus le rejeter. Mais il veut aussi, au nom de la « réconciliation », retrouver des liens avec l'avant-1917. D'où, d'ailleurs, les hommages aux généraux blancs, à la famille impériale, qui ce sont multipliés depuis des années. D'où un regard assez étrange sur l'ensemble de la période ! Cette contradiction empêche le pouvoir, et avec lui une large partie de la société russe, de regarder en face ce que fut la Révolution. C'est, probablement, un moment inévitable. Mais, cet empêchement a aussi des conséquences importantes pour l'historiographie et, au-delà, pour la compréhension des processus à l'œuvre dans les révolutions russes.

Les interprétations au crible de la NEP

De cet empêchement en effet naît à la fois le retour de l'idée complotiste pour expliquer 1917, l'idée que Staline était déjà en germe dans 1917 (qui n'est pas strictement liée à la vision russe par ailleurs), ou un autre retour cette fois, à la vulgate romantique et révolutionnaire. Mais, aucun de ces retours ne correspond à la réalité. L'idée complotiste (Lénine est alors décrit comme un agent allemand) ne rend pas compte de la désintégration du pouvoir tsariste, de sa perte de légitimité qui est en fait antérieure à la guerre, puis de celui du gouvernement provisoire. L'idée que Staline était contenu dans Octobre est tout aussi ridicule. Quand on regarde nombre des mesures prises de 1918 à 1920, on voit très clairement qu'elle ne s'explique que par les circonstances. Il y a aussi un autre élément plus gênant pour les tenants de la thèse de la continuité idéologique. Le développement de la NEP montre qu'une autre logique était possible. Car la NEP a permis le développement d'une logique économique originale, qui a permis à la Russie de se reconstruire après les épreuves de la 1^{ère} Guerre Mondiale et de la Guerre Civile. Et c'est pourquoi la question de la NEP est en réalité cruciale quant à la manière dont on aborde à la fois les événements de l'année 1917 mais aussi la thèse de la « continuité » qui prétend que Staline était contenu dans Lénine.

De ce point de vue, il convient donc de rappeler que, entre la Révolution d'Octobre et la Guerre Civile d'une part et la collectivisation de la fin des années 1920 qui marque le début du « haut stalinisme » d'autre part, il y eut la NEP⁶⁶. Et la NEP a longtemps eu mauvaise réputation, et ce pour de multiples raisons. Pour les uns elle n'aurait été qu'une passade entre le communisme de guerre et la collectivisation⁶⁷. Pour d'autres, elle n'a été qu'un retour honteux au capitalisme et à ses inégalités⁶⁸. Pour d'autres encore, elle fut une expérience intéressante mais condamnée inéluctablement du fait même de ses contradictions internes, et en particulier du développement trop lent de l'industrie ou du poids des koulaks à la campagne⁶⁹. Pourtant, la NEP a eu aussi des défenseurs, tant du point de vue de l'analyse politique que de l'analyse économique⁷⁰. La question a donc une certaine importance, car les réponses que l'on y apporte ont des conséquences évidentes sur notre perception de la collectivisation en premier lieu⁷¹, mais elles concernent aussi la thèse de la « continuité » entre le Stalinisme et la Révolution d'Octobre.

Que fut la NEP ?

En fait, la croissance économique sous la NEP constitue un paradoxe étonnant du point de vue de l'histoire économique. Elle ne peut être rattachée ni à la croissance russe des années 1885-1914, ni à la logique des années trente et ultérieures. Pour la première fois dans l'histoire du développement industriel de la Russie⁷² on est en présence d'une croissance forte, tirée avant tout par les gains de productivité. On pourrait penser que ceci est une illusion statistique, due au phénomène de remise en marche des usines arrêtées pendant la guerre civile. Il n'est pas douteux que l'on a assisté à un effet de récupération, au moins entre 1923 et 1925. Mais, le fait que la tendance se poursuive alors que la production soviétique dépasse celle de la Russie en 1913, et ce sur un

⁶⁶ Où Nouvelle Politique Economique.

⁶⁷ Telle est la thèse de P. Craig Roberts, *Alienation and the Soviet Economy*, University of New Mexico Press, Albuquerque, NM, 1971.

⁶⁸ Thèse non seulement des historiens soviétiques officiels, mais aussi d'une partie de la littérature d'inspiration trotskiste ; voir ainsi J.L. Dallemagne, *Construction du socialisme et révolution - Essai sur la transition du socialisme*, F. Maspéro, Paris, 1975.

⁶⁹ C'est par exemple la position de deux spécialistes parmi les plus réputés, comme A. Erlich, *The Soviet Industrialization Debate 1924-1928*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1960. A. Nove, *An Economic History of the USSR*, Penguin, Londres, 1969 ; Idem, *Economic Rationality and Soviet Politics, or Was Stalin Really Necessary*, Praeger, New York, 1964.

⁷⁰ M. Lewin, *Russian Peasants and Soviet Power*, George Allen & Unwin, Londres, 1968 ; J.F. Karcz, "Thoughts on the Grain problem", in *Soviet Studies*, vol.18, n°4, avril 1967, pp.399-435 ; Idem, "Back on the Grain Front", in *Soviet Studies*, vol. 21, n°2, octobre 1970, pp. 262-294. J.R. Millar, "Soviet Rapid development and the Agricultural Surplus Hypothesis", in *Soviet Studies*, vol. 22, n°1, Juillet 1971, pp. 77-93. Signalons enfin une tentative pour envisager plus sereinement la société soviétique sous la NEP : S. Fitzpatrick, A. Rabinowitch et R. Stites (eds.), *Russia in the Era of NEP*, Indiana University Press, Bloomington, 1991.

⁷¹ Voir "Was Stalin Really Necessary ? A Debate on Collectivization", in *Problems of Communism*, n°25, juillet-août 1976, pp. 49-66.

⁷² Voir sur ce point, K.C. Talheim, "Russia's economic development", in G. Katkov, E. Oberländer, N. Poppe et G. von Rauch (eds.), *Russia enters the Twentieth Century*, Temple Smith, Londres, 1971.

territoire plus petit, de même que le fait que la productivité dépasse à partir de 1925 le niveau de 1913, montrent bien que la récupération est loin de tout expliquer.

Tableau 2
Le développement économique de l'URSS sous la NEP

Années	Revenu national	Production industrielle	Dont industrie légère	Production agricole
1913	100	100	100	100
1921	38	31	33	60
1925	NC	73	69	112
1926	103	98	90	118
1927	110	111	102	121

Sources : Annuaire soviétiques de la période, *Kontrol'nye cifry narodnogo hozjajstva na...* (pour 1925/26, 1926/27), et *Kontrol'nye cifry narodnoe hozjajstva SSSR na...* (pour 1927/28 et 1928/29), Moscou, diverses années. Voir aussi, *Desjat' let hozjajstvennogo stroitel'stva v SSSR, 1917-1927*, Gosizdat, Moscou, 1928 ; E. Kviring, *Otcherki razvitija promychlennosti SSSR, 1917-1927*, Gosizdat, Moscou-Leningrad, 1929 ; V. Zagorsky, *Les salaires et la réglementation du travail en URSS*, BIT, Genève, 1930.

L'évolution de la productivité est particulièrement intéressante, et ce à deux titres. D'une part parce que la croissance antérieure, même lors de la phase de rapide industrialisation entre 1885 et 1905, s'était déroulée avec des gains de productivité très faibles⁷³. Pour utiliser un langage désormais classique, on était en présence d'un schéma d'accumulation extensif, c'est à dire un schéma où la croissance reposait avant tout sur l'accroissement du volume total des facteurs de production (capital et travail). Ceci est d'ailleurs une caractéristique commune aux premières phases de la révolution industrielle en Europe et aux États-Unis. Dans une telle situation, la croissance dépend directement de l'investissement qui, lui-même, dépend de la capacité à contraindre la consommation intérieure ou de la possibilité d'attirer des investissements étrangers. Or, non seulement l'Union soviétique de la NEP retrouve-t-elle rapidement des niveaux de productivité égaux, puis supérieurs, à ceux de 1913, mais le mouvement se poursuit jusqu'en 1929. Cette évolution, que l'on peut reconstituer à partir de diverses données de l'époque, reste contestée par certains auteurs qui s'appuient sur des monographies sectorielles, portant presque exclusivement sur l'industrie textile et tout particulièrement les filatures de coton⁷⁴. On peut penser que, bien souvent, il y a une confusion entre la dureté des conflits portant sur l'organisation du travail, conflits dont la réalité est indéniable⁷⁵, et le mouvement de croissance de la productivité. Il n'y a, en effet, pas de lien de causalité entre calme social et rationalisation, voir simplement développement de la productivité. Au contraire, l'expérience des pays occidentaux

⁷³ Voir, P.R. Gregory, *Russian National Income 1885-1913*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982.

⁷⁴ C. Ward, "The crisis of productivity in the New Economic Policy : rationalization drive and shopfloor responses in Soviet cotton mills, 1924-1929", in S. White (ed.), *New Directions in Soviet History*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992. J. Hatch, "The politics of industrial efficiency during the NEP : the 1926 *rezhim ekonomii* campaign in Moscow", in S. White (ed.), *New Directions in Soviet History*, op. cit.

⁷⁵ J. Sapir, *Organisation du travail, classe ouvrière, rapports sociaux*, Thèse de Troisième cycle, 2 vol., EHESS, Paris, février 1980. Idem, *Travail et travailleurs en URSS*, La Découverte, Paris, 1984.

montre que les gains de productivité et les conditions de leur partage satisfaisant entre profits et salaires, sont liés à des conflits importants qui jouent un rôle très positif dans le processus.

Tableau 3
Évolution de la productivité et du Coût Salarial Réel sous la NEP

Années	Productivité horaire 1913=100	Productivité 1924=100	Salaires moyen, en roubles constants 1924=100	Coût salarial réel 1924=100
1923	85,8	99,08		
1924	86,6	100,00	100,00	100,00
1925	118,7	137,07	114,10	83,24
1926	142,5	164,55	144,80	88,00
1927	153,7	177,48	160,90	90,66
1928	184,3	212,82	182,10	85,57
1929	206,7	238,68	188,90	79,14

Sources : V. Zagorsky, *Les salaires et la réglementation du travail en URSS*, BIT, Genève, 1930 ; *Ekonomitcheskies Obozrenie*, Décembre 1925, pp. 268-271 ; J. Sapir, *Organisation du travail, classe ouvrière, rapports sociaux*, Thèse de Troisième cycle, EHESS, Paris, Février 1980, pp. 296-313.

Ces gains de productivité étant sensiblement supérieurs à ceux des salaires réels, qui eux aussi connaissent une forte croissance, ceci implique que le coût réel du travail (le coût salarial réel obtenu en divisant le salaire par la productivité) baisse⁷⁶ pour les entreprises. En d'autres termes qu'il est possible de dégager des investissements supplémentaires sans pour autant avoir à contraindre la consommation.

La NEP à la campagne

Ceci conduit à regarder les résultats de la NEP dans le domaine agricole, ce qui est une occasion pour tordre le cou à un vieux canard ; il s'agit, bien entendu, des koulaks dont la vulgate stalinienne, souvent reprise de manière acritique, nous dit qu'ils se seraient rapidement développés durant la NEP, au point d'avoir pu menacer, lors de l'hiver 1927/1928, le régime soviétique par une grève de la vente des céréales⁷⁷. Or, quand on regarde le processus de différenciation sociale au sein de la paysannerie à la fin de la NEP, il faut d'abord le replacer dans le contexte d'une évolution plus large, débutant avant 1914⁷⁸. Il est alors facile de vérifier que l'évolution a été très différente de celle

⁷⁶ Il faut souligner cependant que les données que l'on utilise ici, et qui ont été collectées dans des sources de l'époque, contredisent la thèse d'un auteur qui a travaillé sur cette période : W. Chase, *Workers, Society and the Soviet State, Labor and Life in Moscow, 1918-1929*, Illinois University Press, Urbana, 1987. La différence peut s'expliquer à la fois par le fait que cet auteur utilise prioritairement des données moscovites, mais aussi parce qu'il utilise comme mesure du mouvement des salaires l'évolution des normes et non les salaires réellement versés.

⁷⁷ Une bonne analyse critique de cette thèse a été faite par M. Lewin. Voir son livre, *La formation du système soviétique*, Gallimard, Paris, 1987, et en particulier les chapitres 4 et 5.

⁷⁸ Les analyses de ce processus se trouvent dans D. Atkinson, *The end of the Russian land commune*, Stanford University Press, Stanford, Ca., 1983 ; T. Shanin, *The Akward Class. Political Sociology of Peasantry in a developing society : Russia 1910-1925*, Oxford University Press, Oxford, 1972.

supposée par les responsables soviétiques et leurs épigones. On peut utiliser alors deux indicateurs. Le premier est celui des exploitations agricoles, classées en quatre catégories suivant qu'elles ne possèdent pas de moyens de production (les exploitations très pauvres) ou qu'elles emploient des salariés agricoles (les exploitations capitalistes ou koulaks). Suivant ce critère, on s'aperçoit que les exploitations dites capitalistes sont peu nombreuses, et qu'elles sont le moins présentes dans les zones de grande culture du blé. Les données du tableau 4, qui portent sur la RSFSR, sont confirmées pour l'Ukraine et la Biélorussie par d'autres sources⁷⁹.

Tableau 4
Répartition des exploitations paysannes
en RSFSR en 1926/1927

	Exploitations "très pauvres"	Exploitations "pauvres"	Exploitations "moyennes"	Exploitations capitalistes ou Koulak.
RSFSR	12,3%	21,0%	63,0%	3,7%
Région Ouest	9,7%	20,4%	67,7%	2,2%
Région Centre-Terres Noires	10,2%	23,7%	63,8%	2,3%
Oural	15,9%	23,0%	56,7%	4,4%
Nord-caucase	16,1%	22,3%	55,8%	5,8%
Sibérie	11,0%	19,9%	62,4%	6,7%

Est considérée comme une exploitation très pauvre une exploitation dont le propriétaire ne possède ni instruments, ni animal de trait ; une exploitation pauvre est une exploitation dont le propriétaire possède soit des instruments soit un animal de trait. Une exploitation moyenne est caractérisée par son autosuffisance en instruments et en moyens de traction ; l'exploitation capitaliste par l'emploi d'un ouvrier agricole.

Sources : A.I. Muralova, *Narodnyj komissariat zemledelija RSFSR, Trudy zemplana pod obchtchej red. A.I.Muralova, vypusk XVI, Tchast' 1-ja*, Narkomzeml Izdatel'stvo, Moscou, 1928, pp. 35-36.

La thèse de la vulgate veut donc que les koulaks aient suspendu leurs ventes de céréales, en raison de prix insuffisant, voire pour des motifs politiques. Cette explication est d'ailleurs reprise par des auteurs qui ne sont nullement suspects d'une quelconque sympathie pour les thèses staliniennes⁸⁰. Pour comprendre ce qui s'est passé en réalité, il faut revenir sur les conditions de fonctionnement de l'agriculture russe. Contrairement à la perception des bolcheviques, les exploitations paysannes étaient très loin d'être autosuffisantes. Le problème était moins l'acquisition d'instruments ou de biens de consommation manufacturés (le textile) que l'acquisition de biens de base comme les allumettes, le pétrole des lampes, le sel, le thé et le tabac⁸¹. A cela il faut ajouter la nécessité de disposer d'un peu d'argent pour les impôts ou pour certains services, comme le médecin ou le vétérinaire, le cas échéant. Une simple baisse des prix

⁷⁹ S. Grosskopf, *L'alliance ouvrière et paysanne en URSS*, F. Maspéro, Paris, 1976.

⁸⁰ Voir ainsi A. Nove, *An Economic History of the USSR*, op. cit.

⁸¹ Voir Millar J.R., "Mass Collectivization and the Contribution of Soviet Agriculture to the First Five-Year Plan : A Review Article", in *Slavic Review*, vol. 33, n°4, 1974, décembre, pp. 750-766. Idem, "Soviet Rapid development and the Agricultural Surplus Hypothesis", in *Soviet Studies*, vol. 22, n°1, Juillet 1971, pp. 77-93.

n'avait aucune raison de se traduire par une réduction des ventes. Au contraire, le paysan ayant besoin d'une certaine somme d'argent, toute baisse du prix des céréales ne pouvait que l'inciter à vendre plus pour maintenir son revenu. C'est très exactement ce que feront les ouvriers quand les salaires réels baisseront fortement après 1929 ; ils travailleront plus. La vraie question consiste à savoir si les paysans ont intérêt à épargner en monnaie ou sous d'autres formes. L'épargne en monnaie a un avantage, c'est qu'elle est complètement liquide. L'épargnant peut transformer cette épargne en consommation quand l'opportunité se présente. Elle a aussi un inconvénient : elle est susceptible d'une forte dévalorisation si les prix augmentent. Une épargne non monétaire permet de réduire ce risque, mais au détriment de la liquidité. Pour le paysan russe, la forme la plus logique de l'épargne non monétaire consistait à engraisser du bétail de boucherie, et ce d'autant plus que le prix relatif de la viande par rapport aux céréales avait fortement augmenté depuis 1913⁸². Une fois vendue la quantité de céréales permettant d'obtenir la somme minimale nécessaire pour satisfaire aux dépenses incompressibles, le paysan pouvait arbitrer entre poursuivre la vente ou utiliser ces céréales pour nourrir le bétail. Un autre arbitrage était par ailleurs possible. Comme la grande majorité des paysans pauvres et très pauvres vendaient leur récolte immédiatement, soit en septembre et octobre, les prix étaient plus bas qu'en janvier-mars. Vendre plus tard dans l'année économique (qui va de juillet à juillet) permettait alors de gagner plus d'argent pour une quantité identique⁸³.

Que faut-il retenir ?

En conclusion, que faut-il retenir de la NEP ? Elle ne fut certainement pas un chemin jonché de pétales de roses. Cependant elle a possédé une dynamique économique qui était parfaitement viable. L'exemple du spectaculaire développement de l'économie chinoise depuis le début des années quatre-vingt prouve d'ailleurs que l'on peut combiner une agriculture et une petite industrie privées avec une grande industrie étatisée et obtenir des taux de croissance très élevés, sans compromettre le niveau de vie.

Si l'on revient donc à la question posée, il convient aussi de lire ce qu'écrit, dans ses mémoires, un opposant farouche à la Révolution d'Octobre. Le général Denikine, qui dirigea les armées blanches dans le Sud de la Russie, avait écrit dans l'ouvrage qu'il rédigea dans les années 1920 : « *Les trop longues années d'oppression et de misère qui avaient pesé sur les paysans et surtout la terrible obscurité intellectuelle et morale dans laquelle le pouvoir et les classes dirigeantes avaient tenu la population rurale, ne faisant rien pour l'instruire, tout cela devait fatalement aboutir au châtement historique* »⁸⁴. Ceci dit tout. Il n'y a pas une « nature » unique de la Révolution russe. Il convient d'insister sur le fait que la Révolution d'Octobre fut pour partie une véritable révolution enracinée dans la terrible condition des ouvriers en Russie, pour partie une immense

⁸² *Ekonomitcheskie Obozrenie*, n°7, 1929, p.190.

⁸³ S. Grosskopf, *L'alliance ouvrière et paysanne en URSS*, op. cit.

⁸⁴ Denikine, A.I., *La Décomposition de l'armée et du pouvoir – Février-Septembre 1917*, Paris, J. Povolosky & Cie, 1922, tome 1, pp. 107.

jacquerie, pour partie enfin la prise de pouvoir par un petit groupe d'agitateurs, groupe qui s'est trouvé débordé par l'immensité de sa tâche. Le problème est qu'en Russie, encore aujourd'hui, bien peu sont ceux qui sont capables de l'admettre.